



HAL
open science

Usage(s) et contexte(s) du terme tolérance : étude diachronique sur deux campagnes présidentielles (2007-2017)

Camille Bouzereau

► To cite this version:

Camille Bouzereau. Usage(s) et contexte(s) du terme tolérance : étude diachronique sur deux campagnes présidentielles (2007-2017). Tolérance(s) – comment définir la tolérance ?, Anders Bengtsson; Anna Carlstedt; Véronique Montagne; Camille Bouzereau; Alina Sirotenko, Oct 2019, Nice, France. hal-04583816

HAL Id: hal-04583816

<https://hal.science/hal-04583816v1>

Submitted on 3 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Usage(s) et contexte(s) du terme *tolérance* : étude diachronique sur deux campagnes présidentielles (2007-2017)

Camille Bouzereau

Au sein du laboratoire Bases, Corpus, Langage (BCL) à l'Université de Nice Sophia Antipolis, Camille Bouzereau prépare une thèse intitulée *doxa et contre-doxa dans la construction du territoire discursif du Front national (2000-2017)*, sous la co-direction de Damon Mayaffre (MCF, BCL) et de Geneviève Salvat (PR, BCL). Elle a publié un article sur les néologismes comme marqueurs discursifs de haine dissimulée dans le discours du Front National (revue *Semen*, n°47) et a participé à plusieurs colloques internationaux en analyse de discours politique.

Cet article propose d'étudier l'évolution du sens du mot « tolérance » dans les campagnes présidentielles de 2007 et de 2017. Cette problématique diachronique démontrera que l'usage de « tolérance » se rapproche encore en 2007, du sens premier du terme, et vise à représenter une vertu, une valeur républicaine à défendre, pour ne renvoyer en 2017, qu'au degré zéro du concept, à travers la sur-utilisation de la formule « tolérance zéro ».

Mots-clefs : analyse de discours politique, campagne présidentielle, tolérance, intolérance, « tolérance zéro ».

Période contemporaine

France

Il s'agira dans cette contribution de parler d'usages très contemporains du terme « tolérance » et d'étudier son évolution sémantique dans les dix dernières années – évolution dont rendent compte les campagnes présidentielles françaises de 2007 et de 2017. Le corpus de cette étude se divise en deux bases de données, disponibles sur la version web du logiciel *Hyperbase*, développée par le laboratoire Bases, Corpus, Langage (UMR 7320)¹. La base *Campagne2007* contraste les discours de campagne de Jean-Marie Le Pen, ceux de Nicolas Sarkozy, de François Bayrou, de Ségolène Royal et de Marie-George Buffet. La base *Campagne2017* contraste les discours de campagne de Marine Le Pen, ceux de François Fillon, d'Emmanuel Macron, de Benoît Hamon et de Jean-Luc Mélenchon. Afin de répondre aux critères de représentativité et d'homogénéité, ces bases contiennent conjointement 1,6 million d'occurrences et comprennent différents genres discursifs (déclarations, conférences, débats, interviews, communiqués de presse).

Sur le plan épistémologique, nous nous inscrivons dans la lignée des travaux réalisés dans une démarche à la fois quantitative et qualitative tels que ceux en analyse de discours française², ainsi que ceux menés dans la tradition anglosaxonne de Critical Discourse Analysis³. Il s'agira plus précisément d'étudier les termes statistiquement associés au substantif lemmatisé « tolérance » et d'examiner ensuite par un retour au texte les stratégies argumentatives qui environnent les contextes d'emploi les plus récurrents.

¹ <http://hyperbase.unice.fr/hyperbase/> (cons. le 15 décembre 2019). Toutes les citations extraites des discours politiques dans cette étude sont issues de ce logiciel et sont disponibles en ligne, dans le module *Lecture* ou *Recherche*. Ces discours viennent des sites des partis politiques créés pour les campagnes de 2007 et de 2017. La plupart ne sont plus accessibles.

² Damon Mayaffre, *Le discours présidentiel sous la Ve République*, Paris, Sciences Po, 2012.

³ Ruth Wodak, *The Discursive Construction of National Identity*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2009.

Durant la campagne de 2007, Nicolas Sarkozy est le candidat qui s’empare le plus souvent du concept : sur 33 occurrences, 24 viennent de ses discours, contre 8 chez François Bayrou et 1 chez Ségolène Royal. Dans ce cadre, il s’agit tantôt d’un concept du centre juxtaposé aux concepts d’« équilibre » et d’« équité » (citation 1), tantôt d’un concept inscrit dans un lexique appartenant à la droite républicaine chez Nicolas Sarkozy (citation 2).

- (1) J’ai passé une partie de ma vie à réfléchir sur Henri IV. Si je l’ai tant aimé, ce n’est pas parce qu’il était béarnais, né dans le château que vous apercevez dans le lointain. Si je l’ai aimé, à quatre siècles de distance, c’est qu’il a voulu et accompli la réconciliation de son peuple, alors que tout conduisait à ce qu’il continue à se haïr. L’esprit de rassemblement et de réconciliation, c’est ma conception de la fonction de chef d’État. C’est le plus urgent besoin de la France. Et il est des responsables publics qui le savent. Ce sont les maires, tous les jours, dans tous les villages de France. Si je suis élu, je nommerai au gouvernement une équipe pluraliste, équilibrée, des démocrates, femmes et hommes, venus de bords différents avec mission de mettre en œuvre le même projet républicain, et cela non pas malgré leurs différences, mais en s’appuyant sur leurs différences. Chacun gardera ses **valeurs**⁸. Tant mieux ! Car on a besoin des **valeurs** des uns et des autres. L’esprit d’entreprendre, le goût de l’ordre, on les classe à droite ; la solidarité, l’égalité des droits, à gauche ; **la TOLÉRANCE, l’équilibre et l’équité, au centre**. Nous avons besoin de toutes ces **valeurs**, en même temps [...].
Ces valeurs, il faut cesser de les regarder comme antagonistes, il faut se rendre compte qu’on a besoin de les faire vivre ensemble. Le temps des grandes querelles idéologiques, pour le moment, est derrière nous. D’autant plus que nous, peuple français, nous avons un modèle de société qui est lui-même en péril, notre modèle de société républicain si nous voulons le sauver, il va falloir mener le combat. La pression du modèle matérialiste est immense et en face de ce modèle où l’argent est la valeur dominante, liberté, égalité, fraternité, cela ne pèse pas lourd⁹.

Dans cette citation, François Bayrou commence par invoquer l’héritage idéologique et culturel dans lequel il inscrit son programme. Parler d’Henri IV dans les Pyrénées-Atlantiques reprend une stratégie rhétorique identitaire récurrente qui consiste à choisir une figure historique reliée au lieu dans lequel on parle. Dans le cadre d’une campagne présidentielle, cette figure politique doit également résonner sur le plan national. Aussi, François Bayrou, en s’inscrivant dans l’imaginaire national français, rappelle-t-il au début de cet extrait qu’Henri IV représente une figure de réconciliation par la promulgation de l’Édit de Nantes : « c’est qu’il a voulu et accompli la réconciliation de son peuple ». Dans l’énoncé suivant, la réutilisation du terme « réconciliation » coordonné au terme « rassemblement » vise à créer dans l’esprit de l’auditeur une corrélation entre les faits du XVI^e siècle et ceux qui se déroulent au moment de l’acte d’énonciation : « L’esprit de rassemblement et de réconciliation, c’est ma conception de la fonction de Chef d’État (...). C’est le plus urgent besoin de la France ». La démonstration est syllogistique. Si réconciliation et rassemblement ont fonctionné au XVI^e et que la France connaît une situation d’urgence au moment de l’acte d’énonciation, il faut désormais s’inscrire dans la lignée politique d’Henri IV et *se réconcilier*. Il s’agit ici d’une stratégie récurrente en politique : avertir d’un problème pour présenter son programme comme la solution adéquate. Dans le passage suivant qui catégorise des concepts en fonction de l’idéologie des partis de la campagne, l’enjeu est d’amener sa proposition électorale qui repose sur la constitution d’une « équipe pluraliste », et c’est dans ce cadre qu’est mobilisé le terme « tolérance ». Concrètement ici, François Bayrou appelle à l’union des valeurs de tous les partis représentés lors de cette campagne, union qui doit se

⁸ Souligné par nous. Dans les exemples, le terme « tolérance » apparaît en gras et en majuscule, et ses cooccurents en gras.

⁹ Déclaration de François Bayrou, le 2 décembre 2006 à Serres-Castet. Texte en ligne sur Hyperbase web <http://hyperbase.unice.fr> (Base *Campagne 2007*), cons. le 21 décembre 2019, ou bien via l’URL <https://www.nouvelobs.com/politique/20061202.OBS1185/le-discours-de-francois-bayrou.html> (cons. le 21 décembre 2019).

penser contre le modèle matérialiste qui a pour valeur dominante l'argent. Si cela peut sembler étrange dans une campagne présidentielle de se réunir autour de ses adversaires, il s'agit en réalité de se construire une place sur l'échiquier politique. En effet, si finalement la gauche et la droite peuvent travailler ensemble pourquoi donc cet échiquier politique dichotomique ? Il suffit finalement de prendre les *meilleurs* de chacun de ces partis et de défendre l'ensemble de leurs valeurs : la sécurité et l'entrepreneuriat de la droite ainsi que la justice sociale de la gauche. Cette logique va jusqu'à la revendication d'un aplanissement idéologique : « Ces valeurs, il faut cesser de les regarder comme antagonistes, il faut se rendre compte qu'on a besoin de les faire vivre ensemble. Le temps des grandes querelles idéologiques, pour le moment, est derrière nous ». Ce nouveau combat demande un nouvel échiquier et dans ce cadre, toutes les valeurs énumérées se valent. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si François Bayrou choisit de catégoriser au centre les termes « tolérance », « équité » et « équilibre ». En effet, le terme « tolérance » rappelle le thème abordé par l'introduction sur Henri IV, soient les thèmes de réconciliation et de rassemblement. La fin et le début de l'extrait se rejoignent alors : il doit y avoir réconciliation et rassemblement et le centre représente précisément la tolérance et l'équilibre.

Après ces thématiques de réconciliation et de rassemblement, nous verrons, avec la seconde citation, que c'est dans un lexique de droite libérale que Nicolas Sarkozy choisit d'aborder la tolérance :

- (2) Le Président de la République est le Président de tous les Français, il parle au nom de tous les Français, même de ceux qui n'ont jamais été ses amis, qui ne l'ont jamais soutenu, qui n'ont jamais voté pour lui. Le Président de la République ce n'est pas l'homme d'un clan, ce n'est pas l'homme d'un parti, c'est l'homme de la nation. Le Président de la République pour moi ce n'est pas le Président d'une partie de la France. C'est quelqu'un qui peut venir de la droite ou de la gauche, qui a des convictions et qui ne les renie pas, qui reste fidèle aux valeurs qui sont les siennes et au nom desquelles il a obtenu la confiance d'une majorité de Français. Mais c'est quelqu'un qui doit s'ouvrir aux autres, à ceux qui ne pensent pas comme lui, à ceux qui ne votent pas pour lui. Le Président de la République doit assumer toute l'histoire de France. Il ne doit jamais chercher à dresser une France contre une autre. Mes **valeurs** sont celles de la **droite** républicaine. Ce sont des **valeurs de mérite**, de **TOLÉRANCE**, de **respect**, de **dignité**, d'**ordre**, de responsabilité, de **liberté**. J'ai voulu rendre à la **droite** républicaine sa fierté. J'ai voulu qu'elle arrête de s'excuser d'être la droite. J'ai voulu qu'elle cesse d'avoir honte d'être la droite. Mais j'ai voulu aussi qu'elle ne se caricature pas elle-même. J'ai voulu qu'elle ne cède pas à ce qu'il y avait en elle de plus conservateur. Je ne suis pas un conservateur. Je crois à l'ordre mais aussi au mouvement. Je crois à l'ordre mais je ne veux pas de l'immobilisme. Je veux l'ouverture, l'innovation, la création, le progrès, la justice, la générosité. J'ai voulu faire entrer ces valeurs dans les valeurs de la droite républicaine quand la gauche les délaissait. La droite républicaine a eu tort pendant trop longtemps d'abandonner la République à la gauche et la nation à l'extrême-droite. J'ai voulu en finir avec cet abandon. Je veux tout assumer toute l'histoire de France, toutes les valeurs de la France, toute la République. J'ai voulu affirmer que la droite républicaine d'aujourd'hui n'était pas l'héritière de la droite antisémite, antidreyfusarde, réactionnaire ou pétainiste de la III^e République, mais qu'elle était l'héritière du gaullisme, de la démocratie chrétienne et du libéralisme¹⁰.

Avant l'énumération se trouve une chaîne anaphorique faite de structures définitionnelles construites autour de la notion de chef de l'État. Dans ce cadre, Nicolas Sarkozy mobilise la thématique du rassemblement propre au cadre énonciatif d'une campagne présidentielle : « Le Président de la République ce n'est pas l'homme d'un clan (...), c'est l'homme de la nation » ; « Le Président de la République est le Président de tous les Français ». L'énumération qui suit permet de rappeler le cadre idéologique de la droite avec les termes « mérite », « respect », « dignité », « ordre », « responsabilité », « liberté ». Après ces rappels,

¹⁰ Déclaration de Nicolas Sarkozy, le 10 avril 2007 à Tours. Texte en ligne sur : <http://hyperbase.unice.fr> (Base Campagne 2007), cons. le 21 décembre 2019.

Nicolas Sarkozy entend se réapproprié deux thématiques jusqu'ici investies par la gauche et l'extrême droite. Après avoir renvoyé l'ethos du candidat de droite non conservateur, il entend légitimer ces emprunts en incarnant les « valeurs de la France », les valeurs de « toute la République ». Il s'agit là aussi de se repositionner politiquement en renvoyant l'image d'un parti qui incarnerait les valeurs de la France.

Sur le plan pragmatique, dans ces deux citations extraites successivement des discours de François Bayrou et de Nicolas Sarkozy, le terme « tolérance », inclus dans une énumération, permet de rappeler l'idéologie d'un parti et de resituer son importance sur l'échiquier politique. Sur le plan historico-politique, les lexiques environnant le terme ont pour point commun de s'inscrire dans une idéologie humaniste libérale. Plusieurs occurrences chez Nicolas Sarkozy revendiquent d'ailleurs cet héritage.

- (3) Je ne vous dirai pas « C'est moi ou le chaos ! » Quel démocrate serais-je si j'exprimais autant de mépris pour les convictions de tous ceux qui ne pensent pas comme moi ? Mais à tous ceux d'entre vous qui croient aux **valeurs de tolérance**, de **liberté**, d'**humanisme**, je veux dire que ce sont les **valeurs** sur lesquelles j'ai bâti mon projet, que ce sont les valeurs qui fondent mon engagement politique et ma candidature à l'élection présidentielle¹¹.

Si les termes « tolérance », « liberté » et « humanisme » visent à inscrire le discours sarkozyste dans une filiation culturelle explicite, les termes « démocrate » et « projet » rendent compte implicitement d'une pensée néolibérale. Dans le discours de campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, le terme « capitalisme » se trouve être le principal cooccurrent d'« humanisme » avec un indice de spécificité évalué à (+13,44). Tel que démontre Damon Mayaffre, à propos du discours sarkozyste, c'est ce terme « capitalisme » qui représente le substrat idéologique, voire philosophique du discours sarkozyste¹². Selon lui, la morale wébérienne, reliée au principe de responsabilité individuelle, structure le discours sarkozyste sur le capitalisme, dans le sens qu'il s'agit d'une « morale qui n'exclut pas les écarts de richesse et au contraire les encourage ; une morale qui entend indexer le profit et la richesse sur une méritocratie¹³ ». Dans notre corpus, la cooccurrence des termes « humanisme » et « capitalisme » se justifie par le fait qu'il faut ajouter une morale, une éthique au fonctionnement capitaliste.

- (4) Je crois dans la force créatrice du capitalisme mais je suis convaincu que le capitalisme ne peut pas survivre sans une éthique, sans le respect d'un certain nombre de valeurs spirituelles, sans l'humanisme. Dans le capitalisme la rémunération de chacun doit être en rapport avec la richesse qu'il crée, avec le service qu'il rend à la société, et la propriété doit être le fruit de l'effort¹⁴.

Dans cette citation, Nicolas Sarkozy définit le capitalisme dans la perspective d'une éthique humaniste, exclusivement individualiste et méritocratique. Il en est de même pour le terme tolérance : il est toujours mobilisé dans une unique interprétation, l'interprétation individualiste. Aussi certains exemples vont-ils jusqu'à ériger, sous forme contradictoire, deux pôles du concept. Dans la citation suivante, Nicolas Sarkozy se présente comme un défenseur des valeurs que sont la « liberté », la « tolérance » et l'« humanisme » tout en se positionnant contre le phénomène migratoire :

¹¹ Déclaration de Nicolas Sarkozy, le 29 avril 2007 à Bercy. Texte en ligne sur : <http://hyperbase.unice.fr> (Base Campagne 2007), cons. le 21 décembre 2019.

¹² « Le mot “capitalisme” est un de ses agents majeurs que la statistique repère » (Damon Mayaffre, *Mesure et démesure du discours*, Paris, Sciences Po, 2012, p. 225, puis p. 230).

¹³ Damon Mayaffre, *Mesure et démesure du discours*, Paris, Sciences Po, 2012, pp. 230-231.

¹⁴ Déclaration de Nicolas Sarkozy, le 25 janvier 2007 à Saint-Quentin. Texte en ligne sur : <http://hyperbase.unice.fr> (Base Campagne 2007), cons. le 21 décembre 2019.

- (5) Ici où l'on est attaché plus que partout ailleurs au dialogue des cultures et des civilisations et au respect de l'autre, ici où les **valeurs de liberté, de tolérance et d'humanisme** ont une si grande importance, on comprend que l'immigration doit être maîtrisée, que la France n'a pas les moyens d'accueillir dignement toute la misère du monde, que l'immigration clandestine doit être découragée¹⁵.

Nicolas Sarkozy ne crée pas explicitement de relation de causalité entre le fait de vivre dans un lieu où l'on serait attaché plus qu'ailleurs aux valeurs de tolérance, de liberté et d'humanisme et le fait de maîtriser l'immigration. Néanmoins, la juxtaposition des deux propositions joue sur le fait que corrélation entraîne souvent dans l'inconscient collectif une relation causale. D'ailleurs, cette corrélation supprime le paradoxe que pourrait soulever le fait de trouver les termes « humanisme » et « tolérance » dans un contexte où c'est la maîtrise de l'immigration qui est invoquée.

Dans cette campagne de 2007, le terme peut enfin être utilisé pour faire référence à la symbolique du concept rapporté à un héritage culturel et/ou religieux :

- (6) À Tighirine, j'ai compris ce qu'est la force invincible de l'**amour** et le sens véritable du mot « **TOLÉRANCE** »¹⁶.

Cet énoncé s'inscrit en effet dans un discours qui fait écho au testament du prêtre Christian de Chergé, un des moines assassinés à Tighirine en 1996, et oppose explicitement dans l'énoncé suivant les « extrémismes et intégrismes » du « sentiment religieux » :

- (7) A Tighirine, le frère Christian m'a enseigné, par-delà la mort, que ce que les grandes religions peuvent engendrer de meilleur est plus grand ce qu'elles peuvent engendrer de pire, que les extrémismes et les intégrismes ne doivent jamais être confondus avec le sentiment religieux qui porte une part de l'espérance humaine. Opposer ce sentiment religieux à la morale laïque serait absurde. Nous sommes les héritiers de deux mille ans de chrétienté et d'un patrimoine de valeurs spirituelles que la morale laïque a incorporé. La laïcité à laquelle je crois, ce n'est pas le combat contre la religion. C'est le respect de toutes les religions¹⁷.

Cet exemple rend compte de l'évolution diachronique du terme « tolérance » face à l'émergence du terme « laïcité ». Là où Voltaire va parler de « tolérance religieuse », au XX^e on va parler de « laïcité ». Ces deux derniers exemples sont représentatifs de l'ensemble du corpus, en ce qu'ils permettent de s'approprier un concept aux valeurs positives tout en tenant un discours au contour de l'intolérance. Ces contextes apparaissent en 2007 et deviennent systématiques en 2017. Il y a donc chez les candidats en 2007, et particulièrement chez Nicolas Sarkozy une utilisation de « tolérance » dans un cadre républicain hérité des humanistes en corrélation à des thèmes plus polémiques comme celui de l'immigration qui laisse présager le glissement sémantique du terme dont rend compte la campagne de 2017. Le terme « tolérance », très peu fréquent dans le discours politique de la Ve République (voir *infra*.) se trouve en effet disponible pour apposer de nouveaux sens ou plus précisément pour

¹⁵ Déclaration de Nicolas Sarkozy le 17 avril 2007 à Metz. Texte en ligne sur : <http://hyperbase.unice.fr> (Base Campagne 2007), cons. le 21 décembre 2019.

¹⁶ Déclaration de Nicolas Sarkozy, le 14 janvier 2007 à Paris. Texte en ligne sur : <http://hyperbase.unice.fr> (Base Campagne 2007), cons. le 21 décembre 2019 ou bien via l'URL https://www.lemonde.fr/societe/article/2007/01/15/le-discours-d-investiture-de-nicolas-sarkozy_855369_3224.html (cons. le 21 décembre 2019).

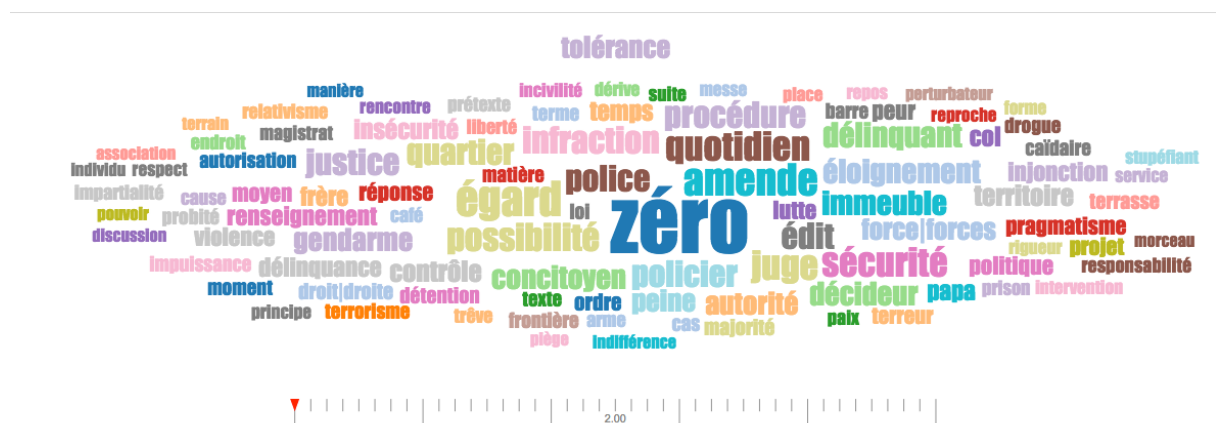
¹⁷ Déclaration de Nicolas Sarkozy, le 14 janvier 2007 à Paris. https://www.lemonde.fr/societe/article/2007/01/15/le-discours-d-investiture-de-nicolas-sarkozy_855369_3224.html (cons. le 21 décembre 2019).

imposer progressivement une seule représentation du concept : son degré zéro, dans sa représentation sous forme de continuum.

2. ... au slogan « tolérance zéro » en 2017

Dans le profil cooccurrentiel de « tolérance » en 2017, le terme « valeur » a disparu et renvoie systématiquement au degré zéro du concept : « zéro » étant son cooccurrent le plus spécifique avec un indice de spécificité évalué à (+29,34). La « tolérance » en 2017 est le plus souvent utilisée dans la référence à la formule « tolérance zéro » qui est un emprunt à la politique judiciaire américaine.

Figure 2. Profil co-occurrentiel du lemme « tolérance » en 2017



Ce profil cooccurrentiel rend compte que cette formule est utilisée dans un co-texte qui renvoie à la sécurité nationale du pays, à l’acception régaliennne du concept. On retrouve ainsi les termes référant à une politique globale soient les termes « insécurité » (+7,06), « politique » (+6,26), « terrorisme » (+4,72). Il s’agit dans ce cadre d’utiliser le concept pour parler d’une meilleure « justice » (+10,41), d’une meilleure « sécurité » (+11,79) centrée sur les forces de « police » (+10,41).

Parallèlement, ce profil rend compte d’un rétrécissement du champ sémantique. Dans ce cadre, la formule « tolérance zéro » s’applique aux délits du quotidien, soit à l’application très locale du concept. On note alors la présence de cooccurrents tels que les termes « amende » (+13,04), « infraction » (+10,65) et « quotidien » (+11,74), voire des termes référant à une politique de proximité avec les substantifs « quartier » (+9,69) « immeuble » (+9,27) et « café » (+4,53).

Si en 2017, cette formule de « tolérance zéro » dénonce toujours en contexte les problèmes d’insécurité que représentent le « terrorisme » (+4,72) et la « délinquance » (+6,73), c’est toutefois le terme « délinquant » (+9,6) qui est le plus utilisé comme cooccurrent. Ce choix sémantique qui consiste à parler plutôt des « délinquants », soient des individus plutôt que du phénomène, se retrouve exclusivement chez Marine Le Pen et Emmanuel Macron dans la campagne.

En 2017, le discours de campagne de Marine Le Pen n’assigne à la « tolérance » qu’une valeur négative – systématisant la cooccurrence avec le terme « indifférence » (+3,71). Elle

critique dans ce cadre la tolérance « à l'égard de la corruption¹⁸ » ou bien la tolérance dont jouissent « des délinquants souvent multirécidivistes¹⁹ ».

- (8) Sur tous ces sujets qui concernent aussi bien le terrorisme islamiste que notre sécurité nationale, quel silence de la part de monsieur Macron ! Quel silence ! Inquiétant. Alors que le chef de l'Etat est justement là pour assurer l'intégrité du **territoire** et la **sécurité** de nos compatriotes. En matière de **sécurité**, il est largement temps, pourtant, de remettre un peu d'**ordre**. La **tolérance zéro** et la fin de l'impunité, en clair la certitude des poursuites des sanctions et des **peines**, le retour des **peines** planchers, la reconduction à la **frontière** des criminels étrangers à l'issue de leur peine. Mais pour pouvoir reconduire les **délinquants** à la **frontière** et donc s'en protéger, encore faut-il qu'il y ait des **frontières**. L'application de la **loi** mais de toute la **loi** partout. Les zones de non-droit c'est fini. En matière de **sécurité**, mon **projet** est clair la protection à l'intérieur, la puissance à l'extérieur²⁰.

Marine Le Pen crée une relation d'égalité entre les syntagmes « tolérance zéro » et « fin de l'impunité » actualisés par un article défini en emploi de notoriété, comme si leur signifié n'était pas à débattre. Ces deux syntagmes font toutefois l'objet de reformulations via la description des mesures qui en émaneront : « en clair la certitude des poursuites des sanctions et des peines, le retour des peines planchers, la reconduction à la frontière des criminels étrangers à l'issue de leur peine ». Dans cet extrait, notons enfin que si Marine Le Pen parle bien des délinquants, soient des individus, il s'agit plus précisément de parler des délinquants étrangers qui devront être reconduits à la frontière, une fois leur peine encourue. Cette juxtaposition systématique des thématiques d'insécurité et d'immigration est une caractéristique du discours lepénien selon les travaux menés en analyse du discours par Cécile Alduy et Stéphane Wahnich²¹.

Le discours d'Emmanuel Macron corrèle cette référence au délinquant à une application strictement quotidienne de la formule « tolérance zéro ».

- (9) Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'aujourd'hui, dans notre quotidien, lorsqu'un policier constate des petites infractions, il n'a pas le moyen de répondre, de réagir. Il fait parfois une instruction longue, qui va durer plusieurs heures et il renvoie au juge. L'année dernière, pour détention de stupéfiants, cent soixante-quinze mille interpellations, un peu moins de cent mille transmises au juge, la plupart classées sans suite, vingt mille rappels à la loi et un peu moins de vingt-mille amendes d'un peu moins de deux cents euros. Quelques centaines de peines de prison pour des cas graves, des multi-récidivistes. Qu'est-ce que cela veut dire ? Mais tout simplement que la procédure actuelle, elle est trop lourde, elle est trop complexe, elle est trop coûteuse. Elle prend du temps, du temps aujourd'hui aussi de **magistrat**, elle va thromboser notre **justice**, et elle fait que, le lendemain, face à ces petites **infractions**, le **délinquant**, il est à nouveau sur le **terrain**, le **policier** a une frustration, le **juge** a des dossiers qui augmentent et nous n'avons pas la bonne **réponse** collective. **Pour le vol à l'étalage, pour les petites infractions du quotidien, pour ces infractions multiples que j'ai évoquées**, nous devons donner la **possibilité** à nos **forces de police** d'apporter une **réponse** immédiate, la **TOLÉRANCE zéro** du **quotidien**, la **possibilité** de donner une **amende** ! [...]. Aujourd'hui, lorsque certains font la loi dans un quartier, dealent en bas de l'immeuble, empêchent des jeunes femmes de s'installer à une terrasse de café, font la loi dans le quartier, nos forces de police ne peuvent pas les sanctionner. [...]. Donc, la **TOLÉRANCE zéro**, en la matière, c'est de donner la **possibilité** à nos **forces de police**, à ce moment-là, lorsqu'ils ont identifié ces **individus**, d'aller demander l'**autorisation** au **juge** de la **détention** et des **libertés** d'éloigner ces jeunes ou moins jeunes et, à ce moment-là, de leur donner cette **injonction** pour plusieurs semaines ou pour un mois. Ensuite, s'ils y reviennent, de les sanctionner, à ce moment-là,

¹⁸ Déclaration de Marine Le Pen, le 8 avril 2017, à Ajaccio. Texte en ligne sur : <http://hyperbase.unice.fr> (Base *Campagne 2017*), cons. le 21 décembre 2019.

¹⁹ Déclaration de Marine Le Pen, le 20 octobre 2016, lieu inconnu. Texte en ligne sur : <http://hyperbase.unice.fr> (Base *Campagne 2017*), cons. le 21 décembre 2019.

²⁰ Déclaration de Marine Le Pen, le 27 avril 2017 à Nice. Texte en ligne sur : <http://hyperbase.unice.fr> (Base *Campagne 2017*), cons. le 21 décembre 2019.

²¹ Cécile Alduy et Stéphane Wahnich, *Marine Le Pen prise aux mots*. Paris, Seuil, 2015 p. 76.

par l'**amende** ou par la **procédure** pénale. C'est cela, une **procédure** efficace, c'est cela, la vraie **TOLÉRANCE zéro**, celle du **quotidien**²².

Ce discours tenu à Toulon, le 18 février 2017, mobilise plusieurs fois la formulation « tolérance zéro du quotidien ». Statistiquement, dans l'ensemble de sa campagne, Emmanuel Macron parle plus souvent du « quotidien » relatif aux « petites infractions », que de tout autre problème d'insécurité pour justifier l'application de la « tolérance zéro ». Il s'agit comme le révèle la fin de cet extrait de « la vraie tolérance zéro ». Dans cette citation, le candidat commence par une démonstration inductive : il part du particulier avec un effet de narrativisation « lorsqu'un policier constate des petites infractions, il n'a pas le moyen de répondre », vers un propos général appuyé sur des chiffres : « l'année dernière, pour détention de stupéfiants, cent soixante-quinze mille interpellations, un peu moins de cent mille transmises au juge, la plupart classées sans suite, vingt mille rappels à la loi et un peu moins de vingt-mille amendes d'un peu moins de deux cents euros ». Après avoir ensuite identifié la cause de ce problème : « la procédure actuelle, elle est trop lourde », le locuteur retourne au particulier avec les mêmes effets de narrativisation qui mobilisent des personnages types : « le délinquant », « le policier » et « le juge ». L'enjeu pragmatique repose sur la création d'un ethos de volontariste qui a compris les enjeux du terrain : appliquer la tolérance zéro aux plus « petites infractions du quotidien ». Il s'agit ainsi de dire que ces infractions représentent les véritables problèmes d'insécurité. Effectivement, la tolérance zéro ne se justifie que pour ces faits et sa concrétisation passe le plus souvent par la possibilité de délivrer aux policiers les moyens de « donner une amende ».

Au cours des deux citations analysées ci-dessus, l'actualisation de la formule passe par un emploi de notoriété et cela est représentatif de la plupart des emplois de la campagne de 2017. L'article de notoriété permet de ne pas expliciter la formule, comme s'il s'agissait d'une référence partagée, connue de tous. Lorsqu'elle n'est pas actualisée par cet emploi, on retrouve « tolérance zéro » sans déterminant et dans ce cadre la formule porte une valeur de slogan :

- (10) La **sécurité**, nous la ferons ici aussi avec de nouveaux **moyens**, des nouvelles **responsabilités** pour nos **forces** de l'**ordre**, des nouveaux **pouvoirs** d'**amende** ou d'éloignement du **territoire**, et avec une **politique** claire la **TOLÉRANCE zéro**. **TOLÉRANCE zéro** à l'égard de la **délinquance**, **TOLÉRANCE zéro** à l'égard de toute **dérive** policière. Je veux, partout, restaurer l'**autorité** de l'État et l'**autorité** dans l'État²³.

Dans cet extrait, s'il s'agit d'ériger en slogan la formule « tolérance zéro » en l'appliquant à deux phénomènes : la délinquance et la dérive policière – à noter qu'Emmanuel Macron ne parle pas de *la dérive policière* mais de *toute dérive policière* (ce qui permet de ne pas ériger comme un phénomène le problème dénoncé) – il est parallèlement nécessaire de développer ce que permettra cette nouvelle politique judiciaire. Emmanuel Macron coordonne alors la possibilité de mettre des amendes à la mesure de pouvoir « d'éloignement du territoire ». Parler dans ce cadre d'éloignement du territoire lui permet de cibler une partie de la population. En somme, cette corrélation lui permet de stigmatiser les immigrés.

Les différents usages de tolérance étudiés ainsi révèlent que parler de « tolérance zéro » a surtout pour finalité, dans chaque contexte, de renvoyer l'ethos du politique volontariste qui a compris les véritables enjeux des problèmes d'insécurité du pays. L'application de la

²² Déclaration d'Emmanuel Macron, le 18 février 2017 à Toulon. Texte en ligne sur : <http://hyperbase.unice.fr> (Base *Campagne 2017*), cons. le 21 décembre 2019.

²³ Déclaration d'Emmanuel Macron, le 1^{er} avril 2017 à Marseille. Texte en ligne sur : <http://hyperbase.unice.fr> (Base *Campagne 2017*), cons. le 21 décembre 2019.

« tolérance zéro » s’inscrit dans le discours de Marine Le Pen qui promeut une politique de proximité et dans le discours d’Emmanuel Macron qui dénonce les infractions du quotidien. Il s’agit aussi, explicitement avec Marine Le Pen et implicitement avec Emmanuel Macron, d’un moyen pour stigmatiser une partie de la population.

L’usage de « tolérance zéro » devient donc systématique en 2017, c’est-à-dire spécifique des discours de cette campagne présidentielle. Or, parler systématiquement du degré zéro du concept quand il s’agit de le mobiliser n’est pas anodin. Cet usage caractéristique de la campagne 2017 a été rendu possible parce que le terme a suivi antérieurement un glissement sémantique (et surtout un glissement d’une valeur considérée comme positive à une valeur considérée comme négative). En 2007, on le voyait déjà poindre mais ce glissement est antérieur et c’est ce qu’il s’agira de démontrer à présent, avant de conclure.

3. Archéologie du concept de « tolérance zéro » sous la Vème République.

Plusieurs travaux en analyse du discours²⁴ et en sciences politiques²⁵ parlent de l’année 2001 comme étant un tournant dans l’usage du terme « tolérance ». Avant 2001, le terme en discours politique avait été laïcisé et désignait plus systématiquement une vertu républicaine. La base de données créée par Damon Mayaffre sur l’ensemble des présidents de la Ve République²⁶ révèle qu’avant 2001, les substantifs les plus proches du concept se trouvent être en premier lieu les termes « université » (+10,27), « esprit » (+9,35), « liberté » (+9,03), « vertu » (+7,59), « solidarité » (+6,47).

Parmi les différents présidents de la Ve République, Jacques Chirac est le premier à parler de « tolérance zéro » dans le discours présidentiel :

- (11) L’insécurité prospère à l’abri d’une sorte de tolérance forcée, silencieuse mais bien réelle. Face à cela, la tolérance zéro, telle qu’elle est conçue à New-York, n’est sans doute pas transposable dans notre pays, mais elle constitue une expérience à méditer, comme l’ont fait nos voisins britanniques²⁷.

Dans cette citation, Jacques Chirac oppose explicitement la « tolérance zéro » à la pratique de la tolérance telle qu’elle serait appliquée en 2001. Il s’agit, dans ce cadre, de se distancier des deux extrémités du concept dans la finalité de renvoyer l’ethos d’un politique modéré qui ne souhaite aucune de ses applications extrêmes. En réalité, ce dernier opte plutôt pour l’une que pour l’autre, et il s’agit rappelons-le, du premier usage de la formule dans le discours présidentiel. Par la suite, durant sa campagne de 2002, qui se fonde sur la thématique de la sécurité, notamment pour fragiliser au premier tour son principal concurrent Lionel Jospin, Jacques Chirac ne réemploiera pas la formule : il préconisera les moyens de « l’impunité zéro » face à Jean-Marie Le Pen qui lui mobilise la formule « tolérance zéro »²⁸.

²⁴ Fred Hailon, « Politique(s) par voix de presse : quand Chirac y parle le Le Pen (la circulation de la parole de campagne de 2002 du président-candidat Chirac) », *Actes du colloque « Le français parlé dans les médias : les médias et le politique »* Marcel Burger, Jérôme Jacquin, Raphaël Micheli (éds), Lausanne 2009, URL : https://www.unil.ch/clsl/files/live/sites/clsl/files/shared/Actes_FPM_2009/HailonFPM2009.pdf (cons. le 23 décembre 2019).

²⁵ Jacques de Maillard et Tanguy Le Goff (2009), « La tolérance zéro en France », *Revue Française de science politique*, n°59, URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2009-4-page-655.htm> (cons. Le 23 décembre 2019).

²⁶ La base est nommée *Elysee* sur la version web du logiciel. Il s’agit de contraster l’ensemble des discours présidentiels français sous la Ve République (1958-2019).

²⁷ Déclaration Publique de Jacques Chirac, le 25 janvier 2001 à Dreux. Texte en ligne sur <http://hyperbase.unice.fr> (Base : *Elysee*).

²⁸ Fred Hailon, « Politique(s) par voix de presse : quand Chirac y parle le Le Pen (la circulation de la parole de campagne de 2002 du président-candidat Chirac) », *Actes du colloque « Le français parlé dans les médias : les médias et le politique »* Lausanne 2009. URL :

Au regard de ce panorama très large de l'usage de la formule « tolérance zéro », nous pensons pouvoir ainsi considérer dans nos prochaines recherches, les campagnes de 2007 et de 2017 comme des campagnes qui héritent sémantiquement de ce tournant de 2001. En effet, la campagne de 2007 présente plus de résultats significatifs que ne le fait la campagne de 2012, parce que le terme « zéro » commençait déjà à poindre timidement parmi les co-occurents de « tolérance » et aussi parce que la campagne de 2012 ne s'accapare que très peu le terme, qu'il s'agisse de renvoyer au sens premier du concept ou bien au degré zéro de la tolérance.

Conclusion

Notre analyse diachronique a permis de voir que si le terme « tolérance » est passé dans le discours politique de la Ve République, du religieux au séculaire, il est finalement détourné par un changement de thématique, voire d'inversion des valeurs qui lui sont apposées. La conséquence est assez rare en politique de changer la valeur d'un concept. S'il y a encore, jusqu'en 2001, et même jusqu'en 2007, une valeur positive assignée au terme (toute nuance gardée selon les contextes étudiés), il ne désigne plus que le degré zéro en 2017. Or, si l'on part du postulat qu'un terme n'a de sens que dans le contexte dans lequel il est employé, le terme « tolérance » durant la dernière campagne présidentielle française ne renvoie plus qu'au degré minimal du concept, ce qui nous conduit à penser que le terme « tolérance » renvoie progressivement dans notre corpus de campagne à la frontière de son antonyme : l'« intolérance ». Dans le discours politique, tout mot est en jeu mais il s'agit très certainement ici d'une victoire de la droite que de charger négativement le terme, que d'inverser le concept par la sur-utilisation de la formule « tolérance zéro ». Peut-être aussi que cela est dû à la charge sémantique du terme en lui-même : c'est-à-dire à la question du seuil, du degré à supporter. Ferdinand Brunot dans son dictionnaire historique rappelle d'ailleurs le rejet du terme après 1789. Dans une perspective d'organisation laïcale de la société, certains révolutionnaires comme Mirabeau le considéraient effectivement comme une *expression de dominant*²⁹.

Références bibliographiques

- ALDUY, Cécile, WAHNICH, Stéphane, *Marine Le Pen prise aux mots*, Paris, Seuil, 2015.
- BRUNOT, Ferdinand, *Histoire de la langue française*, IX, 2, Paris, Armand Colin, 1937.
- HAILON, Fred, « Politique(s) par voix de presse : quand Chirac y parle le Le Pen (la circulation de la parole de campagne de 2002 du président-candidat Chirac) », *Actes du colloque « Le français parlé dans les médias : les médias et le politique »*, Marcel Burger, Jérôme Jacquin, Raphaël Micheli (éds), Lausanne 2009, https://www.unil.ch/clsl/files/live/sites/clsl/files/shared/Actes_FPM_2009/HailonFPM2009.pdf (cons. le 23 décembre 2019).
- HAMON, Philippe, « La mise en liste », *Liste et effet liste en littérature*, M. Lecolle, R. Michel, S. Milcent-Lawson (éds.), Paris, Garnier, 2013, pp. 21-29.
- LECOLLE, Michelle, MICHEL, Raymond, MILCENT-LAWSON Sophie, *Liste et effet liste en littérature*, Paris, Garnier, 2013.

https://www.unil.ch/clsl/files/live/sites/clsl/files/shared/Actes_FPM_2009/HailonFPM2009.pdf (cons. le 23 décembre 2019).

²⁹ Ferdinand Brunot *Histoire de la langue française*, IX, 2, Paris, Armand Colin, 1937, p. 902.

MAILLARD, Jacques, LE GOFF, Tanguy, « La tolérance zéro en France », *Revue Française de science politique*, n°59, 2009, <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2009-4-page-655.htm> (cons. le 23 décembre 2019).

MAYAFFRE, Damon, *Le discours présidentiel sous la Ve République*, Paris, Sciences Po, ([2004]/2012).

MAYAFFRE, Damon, *Mesure et démesure du discours*, Paris, Sciences Po, 2012.

RASTIER, François, *Arts et sciences du texte*, Paris, Presses universitaires de France, 2001.

WODAK, Ruth (2009), *The Discursive Construction of National Identity*. Edinburgh: Edinburgh University Press.